

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 34 – 15 septembre 2022

En bref

La Colombie est touchée depuis plusieurs mois par le phénomène de « La Niña », qui contribue à une augmentation des précipitations et à une baisse des températures dans certaines zones du territoire (notamment les régions andine, caraïbe et pacifique). **Les pluies en**

Colombie pourraient ainsi être 40 % plus importantes que la normale à certains endroits. Leurs effets seraient conséquents : glissements de terrains, inondations, crues. Des effets se sont déjà fait ressentir dans près de 500 municipalités, dont 131 qui se sont déclarées en état de calamité publique selon le directeur de l'Unité de Gestion du Risque (Ungrd). Le président Gustavo Petro envisage donc de déclarer l'état d'urgence économique, comme l'avait fait Ivan Duque lors de la crise sanitaire, qui lui permettrait de légiférer sur la crise climatique sans passer par le Congrès pour une période de 30 jours.

LE CHIFFRE À RETENIR

+40 %

C'est l'augmentation des pluies par rapport à la normale dans certaines régions de Colombie.

Zoom sur : Les frontières aériennes et terrestres entre la Colombie et le Venezuela rouvriront le 26 septembre.

Après la fermeture de la frontière aux véhicules de fret en 2015 puis la rupture des relations diplomatiques en 2019, les chefs d'Etat de la Colombie et du Venezuela ont annoncé ce 9 septembre que les frontières aériennes et terrestres allaient de nouveau ouvrir entre les deux pays. Cette annonce s'inscrit dans le projet du nouveau président colombien, Gustavo Petro, de normaliser les relations avec le Venezuela. Cette décision suit ainsi le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, avec l'arrivée des Ambassadeurs respectifs. La réouverture de la frontière représente des opportunités économiques pour la Colombie et le Venezuela, dont les échanges atteignaient entre 5 et 7 Mds USD en 2007, avant de décroître progressivement. Nicolas Maduro a reçu jeudi dernier le nouveau ministre du Commerce colombien, Germán Umaña, afin de mettre en place des coopérations (commerce, migration et la sécurité à la frontière). Le président vénézuélien a notamment avancé l'idée de mettre en place une zone économique spéciale bilatérale autour de la frontière. Les vols commerciaux devraient également reprendre entre Bogota en Colombie et les villes de Caracas et Valencia au Venezuela.



BOLIVIE

Le Président a annoncé 67 MUSD de nouveaux investissements, notamment dans des projets d'hydrocarbure et de réseaux gaziers.

Le président Luis Arce a annoncé le 14 septembre qu'il avait programmé l'investissement d'environ 67 MUSD, dont 13 MUSD pour des projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures dans cinq départements, dont Cochabamba. Selon le gouvernement, ces projets devraient contribuer à la découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures. Le gouvernement prévoit aussi d'investir plus de 20 MUSD dans des projets de réseaux gaziers avec pour objectif de construire plus de 15 000 installations de gaz à destination des ménages. Ces projets devraient bénéficier à près de 75 000 personnes, vivant notamment dans les municipalités de Cercado, Tiquipaya, Sacaba, Quillacollo, Sipe Sipe. Cette annonce intervient dans un contexte où les besoins en exploration de la Bolivie demeurent importants.

COLOMBIE

Le gouvernement dévoile le budget de l'Etat pour 2023.

Le gouvernement colombien prévoit d'augmenter le budget de l'Etat en 2023 de 14 100 Mds COP vs. le budget voté pour 2022,

soit +3,2 Mds EUR (+3,6 %). Ce budget, dont le montant global doit être approuvé par les parlementaires avant le 15 septembre, représentera 92,5 Mds EUR. Le Ministre des Finances avait initialement communiqué sur une hausse plus modérée, limitée à 2,5 Mds EUR. La Présidence a indiqué que les politiques publiques qui bénéficieront en priorité de ces dépenses supplémentaires seront l'agriculture, l'éducation (infrastructure et gratuité), la santé, la paix et l'eau. L'Etat devra toutefois consacrer 0,6 Md EUR de cette augmentation à la revalorisation des salaires publics dans le cadre de la forte inflation (+10,8 % g.a. en août, les salaires publics étant indexés sur les prix).

Le gouvernement souhaite limiter son appui budgétaire aux carburants à la pompe.

Pour mémoire, le prix du carburant n'est supérieur à celui de la Colombie qu'en Bolivie et au Venezuela. Le mécanisme coûterait 9,1 Mds EUR (40 000 Mds COP) à l'Etat colombien – via le Fonds de Stabilisation des Prix des Combustibles (FSPC) – sans ajustement des prix. Le litre d'essence coûte ainsi 0,56 USD, vs. 1,08 USD aux Etats-Unis. Le FSPC, créé en 2007, visait à stabiliser le prix à la pompe, fixant un cours du pétrole et générant des ressources s'il est inférieur, celles-ci permettant de financer les subventions lorsqu'il est supérieur. Le Fonds a toutefois été déficitaire presque tous les ans depuis sa création, imposant un financement des subventions au carburant via le déficit de l'Etat.



L'OCDE soutient la réforme fiscale du gouvernement colombien.

L'OCDE considère que la réforme fiscale engagée par le nouveau gouvernement colombien est nécessaire pour garantir la soutenabilité budgétaire du pays et contribuer à la baisse des inégalités sociales et géographiques. Le centre des politiques fiscales de l'organisation considère ainsi que la réforme permettra une diminution des inégalités et de la pauvreté, via une amélioration de la progressivité et de l'efficacité du système fiscal du pays. L'OCDE appuie également la décision de taxer plus fortement les produits et activités générant des externalités négatives.

ÉQUATEUR

Les ventes de pétrole à Petrochina sont soumises à de nouvelles conditions.

Petroecuador – compagnie pétrolière publique d'Équateur – a signé trois nouveaux contrats de vente de pétrole avec Petrochina (plus gros groupe pétrolier de Chine). Ces engagements prévoient la livraison, à de nouvelles conditions, de 27 cargaisons (360 000 barils) en 2022 et 2023, qui étaient liées à des prêts contractés entre 2011 et 2017 à des conditions fixes. Le Ministère des Finances prévoit à ce titre des revenus supplémentaires de 700 MUSD. Petroecuador livrera par ailleurs 80 cargaisons supplémentaires qui devraient lui rapporter 2,4 Mds USD en 2 ans.

Le gouvernement a remboursé 300 MUSD à la sécurité sociale.

Le gouvernement a annoncé le paiement de 300 MUSD au titre d'une partie de sa dette vis-à-vis de l'Institut de Sécurité Sociale (IESS). L'IESS réclame, au total, le paiement de 4,5 Mds USD : cumul des financements accordés depuis 2001 par l'IESS à l'Etat (via des prêts et l'achat de titres du Trésor). Le Ministère des Finances, qui ne reconnaît pas la totalité de cette dette, s'est engagé à mandater un audit pour établir le montant réel de la dette.

GUYANA

Le nombre de visiteurs croît de 103 % entre janvier et mai 2022.

Le Guyana a enregistré un doublement de ses visiteurs internationaux sur les cinq premiers mois de l'année 2022. Près de 106 000 visiteurs ont ainsi été enregistrés sur la période, et près de 160 000 visiteurs supplémentaires sont attendus au 2nd semestre, notamment dans le cadre de l'organisation du championnat caribéen de cricket en septembre prochain par le Guyana.



PÉROU

Le Pérou obtient la note « moyenne basse » dans l'indice de compétitivité de l'Institut mexicain de la compétitivité (IMCO).

Selon une étude annuelle de l'Institut mexicain de la compétitivité (IMCO), le Pérou se hisse à la 34^{ème} place sur 43 pays dans l'indice de compétitivité internationale (ICI) 2022. Ce classement place le pays dans la partie « moyenne inférieure » du tableau, au 4^{ème} rang des « économies stables ». L'indice analyse 43 pays sur la base de 10 catégories et 85 variables, comme le font le Forum économique mondial et l'Institut international de gestion basés à Genève. En Amérique latine, le Pérou se classe derrière le Chili (23^{ème}), le Costa Rica (28^{ème}), le Panama (31^{ème}) et la Colombie (33^{ème}). Il est toutefois devant le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Guatemala. Son deuxième meilleur score est celui de l'indicateur « Gestion durable de l'environnement », où il se classe 17^{ème}, et se distingue surtout dans la sous-catégorie « Ressources en eau renouvelables », où il occupe la troisième place. La performane du pays est identifié comme étant faible concernant la qualité institutionnelle (systèmes politiques et judiciaires) et ses plus mauvaises performances concernent l'innovation et la sophistication de son économique, où le pays est classé avant dernier.

Le Pérou met en place une subvention agricole (Fertiabono) pour aider à pallier la crise des fertilisants.

Ayant déjà exclu l'achat d'urée (un fertilisant) après trois tentatives infructueuses par le Ministère du développement agricole et de l'Irrigation lors d'appels d'offres internationaux ces cinq derniers mois, les responsables du Ministère affirment maintenant qu'ils concentreront tous leurs efforts sur l'octroi de la subvention aux agriculteurs ayant besoin de fertiliser leurs champs avec ce type d'intrant. La subvention (*Fertiabono*) couvrirait plus de 40 % des besoins en fertilisation de près de 304 000 agriculteurs. Pour l'heure, son montant atteindrait entre 745 PEN et 7 447 PEN (entre 192 EUR et 1914 EUR), et sera versée à partir du 16 septembre à 40 exploitations qui utilisent de l'urée. Le Ministre a indiqué que les exploitations sélectionnées sont celles de moins de 10 hectares et inscrites au registre des producteurs du Ministère, qui compte plus de 600 000 inscrits. L'objectif final annoncé est de verser la subvention à 500 000 agriculteurs.

SURINAME

Le président demande de la « flexibilité » au FMI.

Le président du Suriname, Chan Santokhi, a demandé au FMI de faire preuve de « flexibilité » quant au calendrier des réformes que le pays s'est engagé à mettre en œuvre dans le cadre du Programme EFF. Le Président a avancé que si les changements supposés par ces



réformes contribueront à une structure économique « plus saine », ils ne contribueront pas à aller vers une population « plus saine ». Il souhaite notamment pouvoir étendre le calendrier après 2025, afin de pouvoir réaliser ces réformes en parallèle de l'appui budgétaire apporté par les recettes pétrolières liées à l'exploitation des champs récemment trouvés. Le président a par ailleurs demandé l'appui des Pays-Bas (ancienne puissance coloniale) et de la France (pays voisin). Pour mémoire, le Programme FMI, signé en 2021, intègre un refinancement de la dette publique surinamaïse à hauteur de 690 MUSD.

Le dollar surinamaïse a enregistré son plus faible niveau vis-à-vis de l'USD, du fait d'une forte demande en devises étrangères.

La dépression du SRD se poursuit, et le dollar surinamaïse (SRD) a atteint son niveau le plus faible le 7 septembre, à 26,1 SRD/USD, du fait d'une forte demande en devises étrangères. Les produits importés étaient payés entre 27 SRD/USD et 28 SRD/USD. Pour mémoire, la dépréciation à l'heure pousse les magasins à ajuster quotidiennement leurs prix. Le manque de devises a également entraîné plusieurs pénuries de produits de base (pommes de terre, oignons, farine) dans le pays, les importateurs n'étant pas en mesure de payer. Ce manque de devises touche également les hôpitaux, qui importent du matériel médical et des médicaments, dont les prix ont augmenté leurs prix. Plusieurs mesures ont été mises en place pour lutter contre la hausse du taux de change. La Banque centrale a ainsi été autorisée à intervenir sur les marchés pour défendre le SRD et stabiliser le taux de change. Par ailleurs afin

d'apporter davantage de devises étrangères aux acteurs économiques du pays, 35 % des exportations devront désormais être réglées en devises. Cette mesure ne s'appliquait auparavant qu'à l'or.,

VENEZUELA

La contrebande est en hausse dans le pays.

Selon le Conseil National du Commerce et des Services (Consecomercio), l'arrivée de produits illicites aurait augmenté ces derniers mois. L'organisation estime que plus de 30 % des produits présents sur le marché seraient des produits de contrebande. La plupart des produits importés sont d'ailleurs exonérés d'impôts, ce qui a des conséquences directes sur les commerçants vénézuéliens, qui sont obligés de diminuer leurs marges pour rester compétitifs. Dans certains secteurs, jusqu'à 42 % des produits seraient issus de la contrebande. Le tabac, les alcools, les médicaments, les denrées alimentaires ou les pièces détachées automobiles sont les secteurs les plus affectés. Ces produits peuvent présenter des risques pour la santé et la sécurité du fait de l'absence de contrôle. La présidente de Consecomercio a ainsi proposé la réactivation de la commission présidentielle contre les infractions douanières, dans le cadre du projet de loi sur l'harmonisation fiscale.



Le pays propose 5 millions d'hectares pour des investissements agricoles.

La mesure a été annoncée le 12 septembre par le Ministre de l'Agriculture du Venezuela. Le pays souhaite mettre à disposition entre 5 et 7 millions d'hectares à des entreprises et des producteurs étrangers. Le Venezuela souffre actuellement d'une forte dépendance alimentaire, notamment sur les produits de base comme le maïs. Le pays est ainsi en recherche d'investissements agricoles étrangers pour redynamiser ce secteur, et se tourne vers le reste de la région sud-américaine ainsi que vers certaines puissances asiatiques (Iran).

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dettes publiques brutes (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation	
	2022 p.	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en juillet
BOLIVIE	11,96	40,9	6,1	4	-2,8	83,9	118	+1	2
COLOMBIE	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	88	0	10,2
EQUATEUR	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	95	+4	3,9
GUYANA	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	108	+1	5,7
PEROU	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	84	+1	8,4
SURINAME	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	99	-7	49,2
VENEZUELA	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	120	-2	137,1
ARGENTINE	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	47	0	71
BRESIL	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	87	-1	10,1
CHILI	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	42	+1	13,1
MEXIQUE	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	86	+2	8,2

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD.

* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international